notoriété par ses fréquents bouleversements. Les dissensions qui se sont déjà produites ont déjà mis le Gouvernement à deux doigts de sa perte, et quand Esaii, c'est-à-dire l'honorable ministre des Finances était absent, c'était peut-être alors le bon temps de s'adresser au directeur général des Postes, et de chercher à le convaincre que ce serait de sa part faire acte de grandeur et de noblesse que de bien vouloir consentir à se laisser porter à la tête des affaires du Canada, et qu'après tout il avait bien plus droit à ce haut poste que son rival le ministre des Finances, qui aspire évidemment depuis longtemps à cette position. Eh bien, une vacance allait se produire, et le directeur général des Postes n'attendait plus que le signal d'aller décrocher la timbale qui était sienne. En d'autres termes, Jacob—qui est ici figure de rhétorique pour désigner le directeur général des Postes—ne demandait pas mieux que de profiter de l'absence d'Esaii pour lui couper l'herbe sous le pied, et c'est pourquoi il a fini par capituler devant les séducteurs qui l'entouraient. Est-ce bien cela, ou bien serait-il possible que le directeur général des Postes ait pu être mû par une plus noble ambition, et qu'il n'était désireux de prendre la tête de son parti qu'afin d'être mieux en mesure de mettre fin aux infractions iniques de l'indépendance de l'acte du Parlement qui se produisent tous les jours. Serait-il possible, encore, qu'entre les mains de ces deux grands pétrisseurs d'hommes, qui sont le ministre de la Justice et le premier ministre, le directeur général des Postes n'était plus que l'argile qu'ils pouvaient pétrir à leur guise. Quand ce bill nous a été présenté pour la première fois, des terres publiques représentant une valeur de \$50,000,000 furent réservées au fonds des écoles—contrairement à tous les principes de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, auxquels le directeur général des Postes devra rester fidèle s'il continue à représenter York-nord—et ce fonds devait être affecté pour toujours au maintien du système d'enseignement des catholiques des nouvelles provinces. Le bill, contenant cette disposition, fut soumis à cette Chambre, et le directeur général des Postes y donna son entière approbation, ce qui nous porte à croire qu'il n'était en effet que de l'argile que les mains expertes du ministre de la Justice pétriraient à volonté. Le directeur général des Postes aura à s'expliquer là-dessus avec ses propres électeurs, et à leur faire comprendre comment il a pu de gaité de cœur abandonner tous ses anciens principes. S'il peut expliquer tout cela à la satisfaction des électeurs de York-nord, et si le parti libéral peut aussi offrir des explications satisfaisantes—je ne crois pas que la chose soit possible—il peut se faire qu'alors le directeur général des Postes voit ses plus chères ambitions se réaliser, ambitions qui lui ont fait fouler aux pieds ces droits des nouvelles provinces qui auraient dû être parfaitement en sûreté entre ses mains. L'ho-

norable député de Toronto-nord a dit hier que tout cela donnait à réfléchir à notre population, et je crois qu'il a parfaitement raison. Quand cette question a été soulevée il y a quelques semaines, elle a assumé immédiatement une grande importance. Mais cette importance s'est encore accrue, depuis que nous avons appris que des influences illégitimes étaient à l'œuvre pour exercer une pression sur l'administration, contrairement à tout ce qui se voit d'ordinaire en pays britannique. On a dit que le premier ministre—et celui-ci n'a pas osé nier la chose—avait eu conférence sur conférence avec le délégué apostolique non seulement au sujet de l'article 16 du premier bill, mais au sujet des nouvelles dispositions substituées à cet article.

Ces nouvelles dispositions furent arrêtées pour empêcher la discorde dans le camp libéral, mais en tant qu'il puisse s'agir de la question vitale de savoir si les droits des provinces sont respectés ou non, il n'y a pas la moindre différence entre ce nouvel article et le premier. Il est vraiment temps que la population du pays commence à réfléchir, et il n'y a aucun doute que c'est là ce qu'elle fait. Si ces honorables messieurs de la droite pouvaient se dégager des influences fatales qui les entourent ici à Ottawa et parcourir un peu le pays, ils s'apercevraient bien vite de l'état où se trouve l'opinion publique. Ils s'apercevraient que ce bill a soulevé partout une véritable clameur, et ce serait encore bien pis si on savait que ce bill doit nous être imposé en cette Chambre par la force du nombre et devenir alors article de loi. J'ai conversé à Barrie avec plusieurs libéraux, mais je n'en ai pas encore rencontré un seul qui n'ait pas, en cette occurrence, blâmé le Gouvernement. On n'en entend pas beaucoup parler; on n'en a pas entendu beaucoup parler avant les élections du mois de janvier, mais ils ont manifesté leurs volontés en déposant leurs bulletins de vote, et c'est ce qu'ils feront encore à la prochaine occasion. Je puis assurer aux honorables membres de la droite qu'ils ne doivent pas espérer une seul instant pouvoir imposer cette mesure à l'Ouest, au mépris des droits constitutionnels de ces deux provinces, et cette crise ne fera que s'intensifier maintenant que le Manitoba est indigné du traitement que le Gouvernement du Canada lui fait subir. Cette crise est le résultat du silence systématique du Gouvernement. On doit aussi l'attribuer aux moyens qu'il a employés pour tromper le peuple, aux menées souterraines qu'il a mises en pratique, et aux méthodes qu'il a adoptées de se retirer prudemment dans ses retranchements avant les élections, quitte à s'empresser, une fois les élections terminées, de sacrifier les droits du peuple. Ne vous imaginez pas un seul instant que l'Ouest va s'en laisser imposer de cette manière. Ne vous imaginez pas non plus que c'est là la meilleure manière de travailler dans les intérêts de l'Eglise catholique. Comme l'a déclaré le mi-